

CALENDRIER

L'histoire du deuxième trimestre de 1954 peut être divisée en trois chapitres principaux :

- Indochine et Conférence de Genève
- Communauté européenne de défense et cassure de la SFIO en deux blocs.
- Gouvernement et majorité parlementaire : de Laniel à Mendès-France.

Circonstance particulière : le Parlement est en vacances du 11 avril au 3 mai.

Comment se situent les activités du Groupe MRP de l'Assemblée Nationale dans la trame des événements ? Voici un calendrier établi pour répondre, au moins en partie, à cette question lors de la lecture des procès-verbaux de ses réunions.

• **30 MARS 1954.** DEUXIÈME ASSAUT MASSIF DES TROUPES DU VIETMINH SUR LE CAMP RETRANCHÉ DE DIEN BIEN PHU, EN PAYS THAI (CONSTRUIT PAR LES TROUPES FRANÇAISES À PARTIR DU 20 NOVEMBRE 1953 POUR PROTÉGER LE LAOS CONTRE UNE NOUVELLE INVASION) ; LE PREMIER ASSAUT A EU LIEU LE 13 MARS.

• **31 MARS 1954.** DANS UN DISCOURS À AUXERRE, SUIVI D'UNE DÉCLARATION À PARIS, LE MARÉCHAL JUIN SE PRONONCE CONTRE LE TRAITÉ DE PARIS INSTITUANT LA CED ; À SON AVIS ; "IL MANQUE DE PROGRESSIVITÉ" ; "LA VÉRITÉ EST SANS DOUTE DANS UN SAGE MILIEU, C'EST-À-DIRE DANS UNE SOLUTION DE RECHANGE".

LE CONSEIL DES MINISTRES SE RÉUNIT DANS LA SOIRÉE ET LUI RETIRE SA "VICE-PRÉSIDENT MILITAIRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DES FORCES ARMÉES" ET SON RÔLE DE "CONSEILLER PERMANENT DU GOUVERNEMENT SUR TOUTES LES QUESTIONS INTÉRESSANT LA STRATÉGIE GÉNÉRALE FRANÇAISE ET LA MISE EN CONDITION ET L'EMPLOI DES FORCES ARMÉES"

• **3 AVRIL À OH30.** A L'ISSUE D'UN DÉBAT HOULEUX, L'ASSEMBLÉE NATIONALE ADOPTE EN DERNIÈRE LECTURE LE BUDGET DE LA DÉFENSE NATIONALE POUR 1954 (1110 MILLIARDS) ; LES CRÉDITS AFFECTÉS À L'INDOCHINE S'ÉLÈVENT À 626 MILLIARDS DE FRANCS (LE BUDGET TOTAL DE L'ÉTAT EST FIXÉ À 3400 MILLIARDS). LES SOCIALISTES VOTENT CONTRE. LES EX-RPF S'ABSTIENNENT.

LE BUDGET DE L'ÉDUCATION NATIONALE, QUI A ÉTÉ REPOUSSÉ TROIS FOIS, EST ENFIN ADOPTÉ GRÂCE À UNE CINQUIÈME LETTRE RECTIFICATIVE (DU GOUVERNEMENT).

• **4 AVRIL, PLACE DE L'ÉTOILE.** LANIEL ET PLEVÉN (MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE) SE RENDENT À L'ARC DE TRIOMPHE POUR LA CÉRÉMONIE DE LA FLAMME ORGANISÉE CE DIMANCHE-LÀ PAR L'ASSOCIATION DES ANCIENS DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE FRANÇAIS EN EXTRÊME-ORIENT. DES GROUPES DE MANIFESTANTS CRIENT "VIVE JUIN !" VICE L'ARMÉE ! LANIEL DÉMISSION !" ET BOUSCULENT LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT (PLEVÉN REÇOIT UNE GIFLE). LE DISPOSITIF POLICIER, PLUS RÉDUIT QUE D'HABITUDE, NE PEUT PAS INTERVENIR EFFICACEMENT. LANIEL ET PLEVÉN REGAGNENT LEURS VOITURES SOUS LA PROTECTION DES GÉNÉRAUX QUI SE TROUVENT DANS LEUR ENTOURAGE.

• **7 AVRIL.** DANS UNE CONFÉRENCE DE PRESSE À PARIS, DE GAULLE APPROUVE LE MARÉCHAL JUIN ET LANCE UN DÉFI AU GOUVERNEMENT ET AU RÉGIME EN ANNONÇANT QUELLE SERA SA PARTICIPATION AUX CÉRÉMONIES COMMÉMORATIVES DU DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION : IL IRA SEUL À L'ARC DE TRIOMPHE, "AU MILIEU DU PEUPLE DE PARIS". À L'ASSEMBLÉE, LE GROUPE URAS DEVIENT LE GROUPE DES RÉPUBLICAINS SOCIAUX.

• **9 AVRIL.** L'ASSEMBLÉE NATIONALE ADOPTE EN DERNIÈRE LECTURE UN PROJET IMPORTANT DE RÉFORME FISCALE, DANS LA PRÉPARATION DUQUEL LE MRP A PRIS UNE PART CONSIDÉRABLE ; ELLE RETIENDE POUR LA PLUPART LES AMENDEMENTS APPORTÉS AU TEXTE PAR LE CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE. CETTE RÉFORME COMPORTE PRINCIPALEMENT : 1° DES DÉGRÈVEMENTS CONCERNANT LES IMPÔTS DIRECTS (POUR 240 MILLIARDS) ; 2° L'INSTITUTION DE LA TVA, PAR ÉTAPES ; 3° LA DÉTAXATION DES INVESTISSEMENTS ; 4° UNE AUGMENTATION DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS, QUI PASSE DE 34 À 36% (RENDEMENT : 90 MILLIARDS) ; UN ENCOURAGEMENT À LA SOUSCRIPTION D'ASSURANCES SUR LA VIE EN RENDANT LES PRIMES DÉDUCTIBLES DES REVENUS JUSQU'À UN PLAFOND DE 200.000 FRANCS.

LE MÊME JOUR (ON EST À LA VEILLE D'UNE INTERRUPTION DE LA SESSION PARLEMENTAIRE), LANIEL FAIT UNE NOUVELLE DÉCLARATION SUR L'INDOCHINE DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE : LE GOUVERNEMENT MET TOUT EN ŒUVRE POUR SAUVER DIEN-BIEN-PHU ET "MAINTENIR, AVEC L'AIDE DES AMÉRICAINS, NOTRE EFFORT MILITAIRE" ; IL ABORDERA "EN TOUTE LIBERTÉ LES POURPARLERS DE GENÈVE, AVEC LA VOLONTÉ DE NE NÉGLIGER AUCUNE CHANCE POUR QU'ILS ABOUTISSENT À LA PAIX".

CETTE DÉCLARATION VISE À DISSIPER UN MALAISE CRÉÉ DANS LE MONDE POLITIQUE PAR DES RUMEURS INVÉRIFIABLES QUI NE SERONT ÉLUCIDÉES QUE TROIS SEMAINES PLUS TARD : LE SOIR DU 4 AVRIL, COTY A RÉUNI DISCRÈTEMENT UN CONSEIL DES MINISTRES, OÙ IL FAIT VENIR L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS À PARIS, SUITE AU REFUS DU CONGRÈS D'AUTORISER L'INTERVENTION DE L'AVIATION AMÉRICAINE EN INDOCHINE POUR DÉGAGER DIEN BIEN PHU (LA PROPOSITION LUI AVAIT ÉTÉ PRÉSENTÉE PAR FORSTER DULLES, SECRÉTAIRE D'ÉTAT, PERSONNELLEMENT DISPOSÉ À RÉPONDRE "OUI" À LA DEMANDE QUE LUI AVAIT FAITE EN MARS LE GÉNÉRAL ELY AU NOM DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS).

• **10 AVRIL.** L'ASSEMBLÉE NATIONALE ARRÊTE SES TRAVAUX JUSQU'AU 4 MAI. LES TROUPES DU VIETMINH CREUSENT DES TRANCHÉES À UN KILOMÈTRE DE DIEN BIEN PHU.

• **13 ET 14 AVRIL.** FORSTER DULLES, APRÈS UN ENTRETIEN À LONDRES AVEC ANTHONY EDEN, RENCONTRE À PARIS GEORGES BIDAULT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, QUI PRÉPARE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE. DANS UN COMMUNIQUÉ, LES DEUX MINISTRES PARLENT DE LA POSSIBILITÉ D'UNE DÉFENSE COLLECTIVE EN ASIE MAIS FONT SILENCE SUR L'IDÉE D'UNE INTERVENTION DIRECTE ET IMMÉDIATE DES FORCES AMÉRICAINES EN INDOCHINE.

• **16 AVRIL.** RICHARD NIXON, VICE-PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS, DÉCLARE AUX JOURNALISTES QU'AU CAS OÙ IL FAUDRAIT ENVOYER DES TROUPES AMÉRICAINES EN INDOCHINE POUR EMPÊCHER SA CONQUÊTE PAR LES COMMUNISTES, LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS DEVRAIT S'Y RÉSIGNER.

• **19 AVRIL.** A L'ISSUE D'UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT EISENHOWER, FORSTER DULLES DÉCLARE "IMPROBABLE" L'ENVOI DE TROUPES AMÉRICAINES EN INDOCHINE.

- **23 AVRIL.** A LA RÉUNION COMMUNE DE LEURS GROUPES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE, LES RÉPUBLICAINS SOCIAUX (EX-URAS, EX-RPF) ATTAQUENT VIVEMENT BIDAULT DANS UN COMMUNIQUÉ ET MENACENT LANIEL DE RETIRER LEURS MINISTRES (ILS SONT CINQ, DONT UN MINISTRE D'ÉTAT, EDOUARD CORNIGLION-MOLINIER, ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX RELATIONS AVEC ASSOCIÉS, MARC JACQUET).

- **25 AVRIL** REVENU DE SAÏGON À PARIS (LE 10 AVRIL), REÇU AU CHÂTEAU DE VIZILLE PAR COTY (LE 16) PUIS PAR LANIEL À MATIGNON (LE 21), L'EMPEREUR BAO DAÏ DÉCLARE QUE "LE VIETNAM N'A PAS TOUTES LES ASSURANCES CONCRÈTES QUE SON UNITÉ ET SON INDÉPENDANCE DE PARTENAIRE LIBREMENT ASSOCIÉ SONT COMPLÈTEMENT GARANTIES" ET QUE LES PROJETS DE PARTAGE DU VIETNAM EN VUE D'UN RÈGLEMENT PACIFIQUE DU CONFLIT CONSTITUENT "UN DÉFI AU SENTIMENT NATIONAL VIETNAMISIEN". A HANOI, LES JOURNAUX TITRENT "TRAHISON FRANÇAISE".

- **26 AVRIL** OUVERTURE À GENÈVE DE LA CONFÉRENCE SUR L'ASIE, DÉCIDÉE LE 18 FÉVRIER PAR LES QUATRE GRANDS À LA CONFÉRENCE DE BERLIN. AU COURS DE CETTE CONFÉRENCE DE FÉVRIER, BIDAULT A DEMANDÉ LA PARTICIPATION DE LA CHINE ; L'OBJET PRINCIPAL DE CETTE RENCONTRE INTERNATIONALE ÉTAIT LA CORÉE.

- **27 AVRIL** QUELQUES INSTANTS APRÈS SA RÉÉLECTION À LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, LÉON JOUHAUX, 74 ANS, MEURT D'UNE CRISE CARDIAQUE. SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT À PARTIR DE 1909, IL A FONDÉ EN 1947 LA CGT-FORCE OUVRIÈRE.

- **30 AVRIL** RÉUNI DANS LA SOIRÉE À L'ÉLYSÉE, LE CONSEIL DES MINISTRES DISCUTE DE LA TACTIQUE À ADOPTER À GENÈVE, OÙ SE TROUVE BIDAULT ; IL LUI ADRESSE SES FÉLICITATIONS. MEMBRE DU GROUPE DES RÉPUBLICAINS SOCIAUX QUI A CINQ MINISTRES AU GOUVERNEMENT, GASTON PALEWSKI, DÉPUTÉ DE LA SEINE, TRÈS PROCHE DE DE GAULLE (NE PAS CONFONDRE AVEC JEAN-PAUL PALEWSKI, DÉPUTÉ DE LA SEINE-ET-OISE, EX-MRP), DÉCLARE : "L'INTÉRÊT NATIONAL EXIGE QUE LE PAYS N'IGNORE PAS PLUS LONGTEMPS QUE NOUS SOMMES DEVANT LES DÉCOMBRES D'UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE..."

- **1^{ER} MAI** LE VIETMINH DÉCLENCHE UNE VIOLENTE OFFENSIVE CONTRE DIEN-BIEN-PHU ALORS QUE L'ON COMMENCE À PARLER DE L'INDOCHINE À LA CONFÉRENCE DE GENÈVE.

- **4 MAI** DÈS LE PREMIER JOUR DE LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE, DES CRITIQUES TRÈS VIVES SONT LANCÉES CONTRE BIDAULT, QUI EST À GENÈVE. MOTIF PRINCIPAL ; LE GOUVERNEMENT NE CACHE-T-IL PAS AU PARLEMENT QU'IL CHERCHE À INTERNATIONALISER LE CONFLIT PLUTÔT QU'À OBTENIR UN Cessez-le-feu EN S'ADRESSANT DIRECTEMENT AU VIETMINH ? PRINCIPAUX ATTAQUANTS : LE PROGRESSISTE GILBERT DE CHAMBRUN, LE PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE, CHARLES LUSSY (SUR UN TON MODÉRÉ), LE COMMUNISTE LAURENT CASANOVA, L'EX-MRP ANDRÉ DENIS, L'EX-RPF LOUIS VALLON, LE RADICAL EDOUARD DALADIER, L'INDÉPENDANT JACQUES BARDOUX.

LANIEL RÉPOND QU'IL ACCEPTERA LE DÉBAT "DÈS QUE LES TRAVAUX DE GENÈVE LE PERMETTRONT".

CHABAN-DELMAS, PRÉSIDENT DU GROUPE DES RÉPUBLICAINS SOCIAUX, D'HABITUDE ACERBE À L'ÉGARD DU GOUVERNEMENT, ACCEPTE CETTE MÉTHODE.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL PROVOQUE UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES, À L'ISSUE DE LAQUELLE IL POSE LA QUESTION DE CONFIANCE.

LE SCRUTIN A LIEU LE 6 MAI. LA CONFIANCE EST ACCORDÉE PAR 311 VOIX CONTRE 263.

LES 311 : LES INDÉPENDANTS ET PAYSANS, LES MRP, LES ARS, 53 RADICAUX ET 10 UDSR, 37 RÉPUBLICAINS SOCIAUX.

LES 263 : COMMUNISTES ET PROGRESSISTES, SOCIALISTES, 28 RÉPUBLICAINS SOCIAUX, 18 RADICAUX DONT MENDÈS-FRANCE, 7 UDSR DONT MITTERRAND.

- **7 MAI** DANS LA SOIRÉE, ON APPREND LA CHUTE DE DIEN-BIEN-PHU. LANIEL, À L'ASSEMBLÉE NATIONALE, REND HOMMAGE À L'HÉROÏSME DES DÉFENSEURS.

- **8 MAI** À GENÈVE, BIDAULT FAIT DES PROPOSITIONS : ADOPTER LE PRINCIPE D'UN ARRÊT GÉNÉRAL DES HOSTILITÉS EN INDOCHINE ; RETRAIT DU LAOS ET DU CAMBODGE DES TROUPES QUI ONT ENVAHI CES DEUX ÉTATS INDÉPENDANTS ; S'AGISSANT DU VIETNAM "LA SOLUTION LA PLUS JUSTE DU PROBLÈME POLITIQUE NE PEUT ÊTRE TROUVÉE ET DÉFINITIVEMENT ASSURÉE QUE LORSQUE LA POPULATION SERA EN ÉTAT DE FAIRE CONNAÎTRE SA VOLONTÉ SOUVERAINE PAR LE MOYEN D'ÉLECTIONS LIBRES".

LE MÊME JOUR, À SAÏGON, LE GÉNÉRAL NAVARRE, COMMANDANT EN CHEF, EXPLIQUE QUE LA DÉFAITE DES TROUPES FRANÇAISES À DIEN-BIEN-PHU EST DUE À L'ACCROISSEMENT RAPIDE DE L'AIDE RUSSE ET CHINOISE AU VIETMINH EN ARTILLERIE (CANONS DE 105 ET DE 155), EN DCA ET EN CAMION (MOLOTOV). IL PRÉCISE QUE LES TIRS DE L'ARTILLERIE DU VIETMINH SUR LE CAMP RETRANCHÉ ONT ÉTÉ AUSSI DENSES QUE CEUX DE L'ARTILLERIE ALLEMANDE SUR VERDUN EN 1916.

- **10 MAI** À GENÈVE, M. DONG, REPRÉSENTANT DU VIETMINH, EXPOSE UN CONTRE-PROJET : LES TROUPES ÉTRANGÈRES (FRANÇAISES) DOIVENT SE RETIRER DU VIETNAM, DU LAOS ET DU CAMBODGE ; UN GOUVERNEMENT UNIQUE SERA CONSTITUÉ DANS CHACUN DE CES ÉTATS ; DES ÉLECTIONS LIBRES SERONT PRÉPARÉES PAR DES COMITÉS COMPRENANT "DES REPRÉSENTANTS DES DEUX PARTIES" SANS "AUCUNE INGÉRENCE ÉTRANGÈRE" ; LA DÉLÉGATION DU VIETMINH DÉCLARE EN OUTRE "SON INTENTION D'EXAMINER LA QUESTION DE SON ASSOCIATION À L'UNION FRANÇAISE" ET "RECONNAÎT LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET CULTURELS DE LA FRANCE DANS LE VIETNAM".

- **11 MAI** L'ASSEMBLÉE NATIONALE EST SAISIE D'UNE SÉRIE DE DEMANDES D'INTERPELLATIONS, DONT CELLE DE RAYMOND DRONNE, RÉPUBLICAIN SOCIAL (QUI COMMANDAIT LE PREMIER CHAR DE LA 2^È DB ARRIVÉ DEVANT L'HÔTEL DE VILLE DE PARIS EN AOÛT 1944). LANIEL PROPOSE DE CONSTITUER UNE COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE "D'EXERCER LE CONTRÔLE PARLEMENTAIRE". IL SE HEURTE À CHRISTIAN FOUCHET, RÉPUBLICAIN SOCIAL, QUI REND PLEVÉN PERSONNELLEMENT RESPONSABLE DE LA DÉFAITE ; AINSI QU'À MITTERRAND : LA CONDITION MORALE POUR NÉGOCIER LA PAIX OU POUR CONDUIRE LA GUERRE C'EST L'ADHÉSION, LA FERVEUR, LA COMPRÉHENSION DE TOUT UN PEUPLE QUI LA DÉTERMINENT. LANIEL NE RÉPLIQUE PAS. SAUF EN DÉPOSANT UNE QUESTION DE CONFIANCE SUR LE RENVOI DES INTERPELLATIONS À LA SUITE.

- **13 MAI** LANIEL PRONONCE UN LONG DISCOURS, EXPOSANT QU'UNE CRISE MINISTÉRIELLE SERVIRAIT "FATALEMENT L'ESPRIT DE CAPITULATION". PIERRE ANDRÉ, INDÉPENDANT (COMME LANIEL) ATTAQUE VIVEMENT PLEVÉN. ROBERT LECOURT APORTE LE SOUTIEN DU MRP "AU GOUVERNEMENT DE LA FRANCE QUI NÉGOCIE ET QUI SE BÂT". LA CONFIANCE EST VOTÉE PAR 289 VOIX CONTRE 287 (42 RÉPUBLICAINS SOCIAUX SUR 75 VOTENT CONTRE).

• **16 MAI.** UNE ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DANS LE PAS-DE-CALAIS MONTRE QU'EN PROVINCE LES RÉACTIONS D'HUMEUR SONT PLUS LENTES À SE MANIFESTER QU'À PARIS ET QUE LES CLIVAGES ÉLECTORAUX Y SONT PLUS STABLES.

UN PREMIER TOUR DE SCRUTIN A EU LIEU LE 2 MAI ; LE COMMUNISTE COQUEL EST ARRIVÉ EN TÊTE DEVANT LE SOCIALISTE DELABRE, LE MRP LOUIS BEUGNIEZ (DÉPUTÉ DE 1945 À 1951, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DU TRAVAIL), ET L'INDÉPENDANT DE DIESBACH. AU SECOND TOUR, LE SOCIALISTE EST ÉLU GRÂCE AU REPORT DES VOIX MRP.

LE MÊME PHÉNOMÈNE, QUI TRADUIT LA SOLIDITÉ ÉLECTORALE DU COUPLE MRP-SFIO DANS CERTAINES RÉGIONS, VA SE REPRODUIRE LE 30 MAI DANS LE MAINE-ET-LOIRE.

• **20 MAI.** LANIEL REFUSE DE RECEVOIR PIERRE GARET, DÉPUTÉ DE LA SOMME (EX-MRP), PRÉSIDENT DU GROUPE DES INDÉPENDANTS, QUI VOUDRAIT S'EXPLIQUER SUR UN ARTICLE QU'IL A DONNÉ QUELQUES JOURS AUPARAVANT AU JOURNAL RÉGIONAL "LE COURRIER PICARD".

DANS CET ARTICLE, GARET FAIT ÉTAT DE CONVERSATIONS QU'IL A EUES AVEC DES PERSONNALITÉS POLITIQUES, DES MINISTRES ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN VUE D'OBTENIR UN EFFACEMENT VOLONTAIRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL.

LANIEL N'APPRÉCIE PAS D'AVOIR APPRIS CES DÉMARCHES, EFFECTUÉES PAR LE PRÉSIDENT DE SON PROPRE GROUPE, PAR LA VOIE DE LA PRESSE.

LA CRISE POLITIQUE ET MORALE SÉVIT À PEU PRÈS PARTOUT : CHEZ LES MODÉRÉS, PARMIS LES RÉPUBLICAINS SOCIAUX, AU SEIN DES RADICAUX ET À L'UDSR ; ELLE COUPE LE GROUPE SOCIALISTE EN DEUX.

• **27-30 MAI.** LE MRP TIENT À LILE SON CONGRÈS NATIONAL. C'EST LE DIXIÈME DEPUIS SA FONDATION EN 1944 (*VOIR ETIENNE BORNE, NOTRE NUMÉRO 100, PAGE 36*). TEITGEN : "NOUS NE SOMMES PRISONNIERS D'AUCUNE MAJORITÉ". COLIN SOUHAITE "LE RETOUR À UNE MAJORITÉ SOCIALE ET EUROPÉENNE". LÉO HAMON : "IL NE SUFFIT PAS DE SOUFFRIR DANS UNE MAJORITÉ, IL FAUT SAVOIR EN SORTIR".

• **29 ET 30 MAI.** LA SFIO TIENT UN CONGRÈS NATIONAL EXTRAORDINAIRE, ORGANISÉ PAR LA DIRECTION DU PARTI, QUI EST À LA RECHERCHE DES MOYENS PROPRES À ÉVITER LA CASSURE ENTRE PARTISANS ET ADVERSAIRES DE LA CED. C'EST LE GROUPE SOCIALISTE DE L'ASSEMBLÉE QUI DONNE L'IMAGE DE CETTE CASSURE : SUR 105 DÉPUTÉS SOCIALISTES, 58 ONT ANNONCÉ LEUR REFUS DE RATIFIER LE TRAITÉ ALORS QUE LE COMITÉ DIRECTEUR Y RESTE FAVORABLE.

LE CONGRÈS EXCLUT D'AVANCE TOUTE SANCTION AUTOMATIQUE CONTRE CES ÉLUS. LES JEUX SONT DONC FAITS : LES ÉLUS SOCIALISTES SONT EN MAJORITÉ EMPORTÉS PAR LE COURANT NATIONALISTE QUI TRAVERSA TOUS LES PARTIS.

• **30 MAI.** UNE ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DANS LE MAINE-ET-LOIRE CONFIRME LA SOLIDITÉ DU COUPLE ÉLECTORAL (À LA BASE) MRP-SFIO, DÉJÀ CONSTATÉE DANS LE PAS-DE-CALAIS LE 16 MAI.

ELLE INTERVIENT À LA SUITE DU DÉCÈS DE JOSEPH LE SCIELLOUR, DÉPUTÉ MRP.

LE PREMIER TOUR A EU LIEU LE 16 MAI. JEAN SAUVAGE, CANDIDAT DU MRP, EST ARRIVÉ EN TÊTE AVEC 34% DES VOIX, DEVANT L'INDÉPENDANT DE BLOIS (22%), LE COMMUNISTE MORAND (13%), TROIS DIVERS-DROITE (19% ENSEMBLE), LE SOCIALISTE MARMIN (6.5%), LE RADICAL DANEAU (5.9%).

AU SECOND TOUR, JEAN SAUVAGE GARDE QUATRE ADVERSAIRES : LE COMMUNISTE, L'INDÉPENDANT ET DEUX DIVERS-DROITE (QUI ONT FAIT 12.7% AU PREMIER TOUR).

RÉSULTAT FINAL LE 30 MAI : GRÂCE AU RETRAIT DU SOCIALISTE, JEAN SAUVAGE EST ÉLU AVEC 49% DES VOIX CONTRE 24% AU CANDIDAT INDÉPENDANT ET 12.7% AUX DIVERS-DROITE.

• **31 MAI.** DANS LA SOIRÉE, LA DÉMISSION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIÉS D'INDOCHINE, MARC JACQUET (DÉPUTÉ DE LA SEINE-ET-MARNE, RÉÉLU EN 1951 AVEC L'ÉTIQUETTE RPF, MEMBRE DU GROUPE DES RÉPUBLICAINS SOCIAUX) EST RENDUE OFFICIELLE.

LA RAISON ? D'APRÈS MATIGNON, C'EST UNE LETTRE DE JACQUET (DÉCOUVERTE AU JOURNAL "L'EXPRESS") APPROUVANT LA PUBLICATION, LE 27 FÉVRIER 1954, D'UN ARTICLE EXPOSANT SES PROPRES IDÉES, DIFFÉRENTES DE CELLES DU GOUVERNEMENT, SUR L'INDOCHINE. JACQUET RÉPLIQUE : "AU SEIN DE CE GOUVERNEMENT DE COALITION, DES DIVERGENCES D'OPINION EXISTENT SUR LES SOLUTIONS À APPORTER AUX PROBLÈMES D'INDOCHINE, DIVERGENCES QUE JE NE PRÉTENDS POINT SEUL REPRÉSENTER. MA POSITION PERSONNELLE EST BIEN CONNUE".

CERTES MAIS CE QUI EST MOINS CONNU, CE SONT LES CONTACTS FRÉQUENTS ET DISCRETS QUE, DEPUIS DES SEMAINES, JACQUET ENTRETIENT AVEC MENDÈS-FRANCE, ENGAGÉ DANS UNE VIVE CRITIQUE DE L'ACTION CONDUITE PAR BIDAULT POUR ABOUTIR À LA CONFÉRENCE ET POUR Y RECHERCHER UNE SOLUTION POLITIQUE AU CONFLIT.

LANIEL PROPOSE À UN AUTRE RÉPUBLICAIN SOCIAL, RAYMOND SCHMITTEIN, DÉPUTÉ DE BELFORT, DE REMPLACER JACQUET. SON SOUCI, C'EST D'ATTÉNUER LA FRONDE DE CE GROUPE QUI, OFFICIELLEMENT, LE SOUTIEN MAIS QUI, EN VÉRITÉ, VEUT PRÉCIPITER SA CHUTE. SCHMITTEIN DIT "OUI EN PRINCIPE"; LANIEL FAIT PUBLIER SA NOMINATION AU JOURNAL OFFICIEL DU 2 JUIN. ERREUR : À LA RÉUNION DE SON GROUPE, SCHMITTEIN EST INVITÉ À SE RETIRER ; CE QU'IL FAIT. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, QUI GARDE SON IDÉE, SOLLICITE ALORS UN AUTRE ÉLU DE LA FAMILLE GAULLISTE, MEMBRE DU GROUPE DE L'ACTION RÉPUBLICAINE ET SOCIALE : EDOUARD FRÉDÉRIC-DUPONT, DÉPUTÉ DE LA SEINE ET PRÉSIDENT DU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS. ET ÇA MARCHÉ ! SA NOMINATION SERA PUBLIÉE AU JO DU 5 JUIN.

• **1^{ER} ET 2 JUIN.** LA DISCUSSION DES INTERPELLATIONS SUR L'INDOCHINE ET GENÈVE S'OUVRE LE 1^{ER} JUIN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE. C'EST UNE OFFENSIVE PRESQUE GÉNÉRALE CONTRE LE GOUVERNEMENT, COMME SI PERSONNE N'AVAIT JUSQU'À L'APPROUVÉ CETTE POLITIQUE DANS QUELQUES DIZAINES DE SCRUTINS : ON ENTEND LE SOCIALISTE MAX LEJEUNE, ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA GUERRE, LE PROGRESSISTE PIERRE MEUNIER, QUI SOUPÇONNE BIDAULT DE VOULOIR À TOUT PRIX INTERNATIONALISER LE CONFLIT (QUI L'EST DÉJÀ PAR L'INTERVENTION MASSIVE, EN MATÉRIEL ET EN CONSEILLERS, DES SOVIÉTIQUES ET DES CHINOIS), LE COMMUNISTE PRONTEAU, L'APPARENTÉ UDSR-EX RPF CAILLET, LE RÉPUBLICAIN SOCIAL DRONNE, LE GÉNÉRAL DE MONSABERT, DU MÊME GROUPE, LE COMMUNISTE MALLERET ET LE MRP ANDRÉ MONTEIL, QUI, À TITRE PERSONNEL, CRITIQUE LES MÉTHODES GOUVERNEMENTALES ET RÉCUSE L'ACCUSATION DE FAIRE DU NEUTRALISME.

L'ASSEMBLÉE RENVOIE LA SUITE DE LA DISCUSSION AU 9 JUIN...

SINGULARITÉ PERSISTANTE DE CES DÉBATS VIOLENTS SUR L'INDOCHINE ET LA CONFÉRENCE DE GENÈVE : TOUS LES ORATEURS, SAUF MITTERRAND, SONT DES ADVERSAIRES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE DÉFENSE. HASARD ? IMPOSSIBLE ! LA VAGUE DU NATIONALISME CONTINUE À GROSSIR DANS LE MONDE POLITIQUE ; L'ESPRIT COMMUNAUTAIRE NÉCESSAIRE À LA CONCEPTION D'UN POUVOIR POLITIQUE (IL EST PRÉVU DANS LE TRAITÉ) DISPOSANT D'UNE ARMÉE

PUISSANTE POUR ASSURER SON INDÉPENDANCE Y EST ENCORE MINORITAIRE. LE MRP EST EN AVANCE, DANS CE DOMAINE, DE PLUSIEURS DÉCENNIES; IL EST PEU À PEU ISOLÉ AU SEIN DU PARLEMENT.

- **9 JUIN.** LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EST APPELÉE À SE PRONONCER SUR LE RAPPORT DU SOCIALISTE JULES MOCH QUI CONCLUT AU REJET DU PROJET DE RATIFICATION DU TRAITÉ DE PARIS INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE DÉFENSE. CE REJET EST ADOPTÉ EN RAISON DE LA DISSIDENCE SOCIALISTE : 24 VOIX (DONT 6 SOCIALISTES) CONTRE 18 ET 2 ABSTENTIONS.

LES 6 SOCIALISTES QUI ENFREIGNENT AINSI LES DÉCISIONS DU CONGRÈS DE LA SFIO À PUTEAUX SONT DANIEL MAYER, ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI, JEAN BOUHEY (CÔTE D'OR), ROBERT LACOSTE, JULES MOCH, MARCEL-EDMOND NAEGELEN, EUGÈNE MONTEL (HAUTE-GARONNE), SUPPLÉANT DE ROBERT VERDIER (SEINE).

EN SÉANCE PUBLIQUE, LE MÊME JOUR, BIDAULT FAIT UN DISCOURS QUE TOUTE LA PRESSE VA JUGER TRÈS IMPORTANT : "IL EST ÉVIDENT QUE L'ISSUE RAPIDE DU CONFLIT NE PEUT ÊTRE LA VICTOIRE TOTALE NI DES UNS NI DES AUTRES".

IL EST SUIVI À LA TRIBUNE PAR MENDÈS-FRANCE, QUI L'ACCUSE DE "JOUER À CACHE-CACHE AVEC NOS ADVERSAIRES"... "AH, MESSIEURS, QUI NOUS EXPLIQUERA LES ZIGZAGS, LES MANŒUVRES ET LES CONTRE-MANŒUVRES, LES MARCHES ET LES CONTREMARCHES DE NOTRE DIPLOMATIE À BERLIN, DEPUIS BERLIN ET À GENÈVE ?"

L'ANIEL RÉPLIQUE EN MONTRANT DES QUALITÉS ORATOIRES D'À-PROPOS QUI S'ÉTAIENT PEU RÉVÉLÉES JUSQUE LÀ ; IL RAPPELLE CE QUE MENDÈS-FRANCE DISAIT UN AN PLUS TÔT, LE 4 JUIN 1953, EN SOLLICITANT L'INVESTITURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : "L'ASSEMBLÉE ADMETTRA QUE JE NE M'EXPLIQUE QU'AVEC PRUDENCE ET DISCRÉTION SUR L'INDOCHINE. DANS UNE LARGE MESURE, JE DEVRAIS LUI DEMANDER DE FAIRE CONFIANCE À MON PATRIOTISME. JE TRAHIRAIS CE PATRIOTISME SI JE PARLAIS ICI AVEC UNE LÉGÈRETÉ ET UNE IMPRUDENCE QUI SERAIENT GRANDEMENT COUPABLES".

- **10 JUIN.** DANS LA NUIT DU 9 AU 10, À LA SUITE D'UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES, À 2 HEURES, L'ANIEL POSE LA QUESTION DE CONFIANCE -CONTRE LA PRIORITÉ ET L'ADOPTION DES ORDRES DU JOUR DE LUSSY (SFIO), CAILLET (UDSR) ET DUCLOS (COMMUNISTE). LE SCRUTIN AURA LIEU LE SAMEDI 12 JUIN.

- **12 JUIN** L'ASSEMBLÉE REFUSE LA CONFIANCE AU GOUVERNEMENT L'ANIEL PAR 306 VOIX CONTRE 293. LA MAJORITÉ ABSOLUE (314) N'ÉTANT PAS ATTEINTE, LA PROCÉDURE DE DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE N'EST PAS OUVERTE. EST-CE L'EFFET DU HASARD OU D'UN CALCUL (OUVRIR LA CRISE MAIS SANS PRENDRE LE RISQUE DE PROVOQUER DE NOUVELLES ÉLECTIONS) ?

LA RÉPONSE EST DANS LE SCRUTIN DU 9 JUIN (INTERVENU SANS QUESTION DE CONFIANCE) REFUSANT LA PRIORITÉ À UN ORDRE DU JOUR (FRÉDET ET RAINGEARD) FAVORABLE AU GOUVERNEMENT : 322 VOIX CONTRE 263. EN EFFET, EN TROIS JOURS, LE NOMBRE DES CENSEURS EST DESCENDU DE 322 À 306 ET CELUI DES VOTES FAVORABLES EST MONTÉ DE 263 À 293, PHÉNOMÈNE CONFORTÉ PAR UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DES ABSTENTIONS.

CES TRANSFERTS, DUS À LA PRUDENCE, ONT ÉTÉ EFFECTUÉS PAR 4 RADICAUX, 11 RÉPUBLICAINS SOCIAUX (DONT CHABAN-DELMAS), 1 RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT (FOURCADE), 1 INDÉPENDANT-PAYSAN (ISORNI), 3 PAYSANS, 3 ARS ET 2 UDSR.

ONT MAINTENU LEUR CENSURE, PARMI LES GROUPES REPRÉSENTÉS AU GOUVERNEMENT : 12 UDSR (SUR 24), 33 RADICAUX (SUR 76) ET 44 RÉPUBLICAINS SOCIAUX (SUR 75).

- **17 JUIN.** MENDÈS-FRANCE SOLLICITE L'INVESTITURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. AU NOM DU GROUPE MRP, GERMAINE POINTE-CHAPUIS LUI DEMANDE DE PRÉCISER SES PROJETS SUR LA NÉGOCIATION ENGAGÉE À GENÈVE ET SUR LA CED.

- **18 JUIN.** À 2 HEURES, MENDÈS-FRANCE EST INVESTI PAR 419 VOIX CONTRE 47 ET 143 ABSTENTIONS.

CETTE MAJORITÉ REGROUPE LES 95 COMMUNISTES, LES 4 PROGRESSISTES, 104 SOCIALISTES (SUR 105), 10 MRP (SUR 88), 72 RADICAUX (SUR 76), 19 UDSR (SUR 24), LES 15 INDÉPENDANTS D'OUTRE-MER, 59 RÉPUBLICAINS SOCIAUX (SUR 75), 5 ARS (SUR 33), 12 INDÉPENDANTS (SUR 53), 4 INDÉPENDANTS-PAYSANS (SUR 27), 13 PAYSANS (SUR 22), 7 NON-INSCRITS (SUR 9).

C'EST LA "FAMILLE MODÉRÉE" (INDÉPENDANTS ET PAYSANS), OÙ SE RASSEMBLENT 102 DÉPUTÉS, QUI EST LA PLUS DIVISÉE : 29 POUR, 33 CONTRE, 35 ABSTENTIONS VOLONTAIRES.

PARMI LES 88 MEMBRES DU GROUPE MRP, IL Y A 74 ABSTENTIONS VOLONTAIRES, 1 VOIX CONTRE ET 10 VOIX POUR : CELLES DE JEAN AUBIN (HAUTES-ALPES), HENRI BOURET, ROBERT BURON, PAUL COUSTON, PIERRE ELAIN (MAYENNE), JACQUES FONLUPT-ESPERABER, HENRI HULIN (AISNE), ANDRÉ MONTEIL, FRANÇOIS REILLE-SOULT, SÉKOU SANOGO (CÔTE D'IVOIRE). (VOIR "HISTOIRE SECRÈTE"). LA DÉCISION DU GROUPE A ÉTÉ EXPLIQUÉE À LA TRIBUNE PAR JEAN LECANUET. LA VOIX "CONTRE" EST CELLE D'ANDRÉ-FRANÇOIS MERCIER (DEUX-SÈVRES).

- **19 JUIN.** MENDÈS-FRANCE FORME SON GOUVERNEMENT. AUCUN DES TROIS GRANDS PARTIS QUI FORMÈRENT SUCCESSIVEMENT LES BASES DE LA MAJORITÉ TRIPARTITE (SOUS DE GAULLE À LA LIBÉRATION) PUIS DE LA MAJORITÉ DE TROISIÈME FORCE (SFIO ET MRP) N'Y EST REPRÉSENTÉ. SA TRAME EST CONSTITUÉE DE RADICAUX ET D'UDSR., DE 7 DÉPUTÉS ÉLUS EN 1951 AVEC L'ÉTIQUETTE RPF, DE 6 INDÉPENDANTS ET PAYSANS, D'UN IOM-EX MRP (AUJOULAT) ; C'EST UN CABINET DE CENTRE-DROIT QUI DOIT SON EXISTENCE AU SOUTIEN DE LA SFIO.

DEUX DÉPUTÉS MRP EN SONT MEMBRES : ROBERT BURON, COMME MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, ET ANDRÉ MONTEIL COMME SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA MARINE (FONCTION QU'IL A DÉJÀ EUE EN 1950 ET 1951). ILS N'ENGAGENT EN AUCUNE FAÇON LE MRP.

MENDÈS-FRANCE, AUSSITÔT APRÈS L'INVESTITURE, A VU LECOURT ET A OFFERT PLUSIEURS PORTEFEUILLES AU MRP. LE GROUPE, À L'UNANIMITÉ MOINS 4 VOIX, A REFUSÉ TOUTE PARTICIPATION (VOIR "HISTOIRE SECRÈTE").

- **23 JUIN.** LE BUREAU DU GROUPE MRP FAIT SAVOIR QUE BURON ET MONTEIL NE FONT PLUS PARTIE DU GROUPE.

À BERNE, MENDÈS-FRANCE S'ENTRETIENT AVEC LE CHINOIS CHOU EN LAI.

- **24 JUIN.** L'ASSEMBLÉE NATIONALE APPROUVE LA COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT PAR 433 VOIX (DONT CELLES DES COMMUNISTES) CONTRE 23. L'ABSTENTION DU RMP EST EXPLIQUÉE À LA TRIBUNE PAR ROBERT LECOURT.
